

Déclaration des conseillers généraux communistes de Seine-Maritime

Austérité et casse des départements et des communes, l'an II du quinquennat Hollande démarre plus que mal.

Notre inquiétude grandit depuis de nombreux mois et nous avons eu déjà l'occasion de l'exprimer à plusieurs reprises. Nous lançons aujourd'hui l'alerte auprès de nos concitoyens pour appeler à la mobilisation contre l'austérité qui casse tout et sape tout espoir de relance.

Un an après l'élection de François Hollande, la situation devient très critique.

La droite avait déjà pris largement sa part dans la casse des services publics, dans l'appauvrissement des moyens des collectivités locales, dans le soutien aux logiques de la finance contre l'économie réelle, et donc dans la casse de l'industrie et des emplois, dans la sape de nos valeurs fondamentales de solidarité.

Il y a, aujourd'hui, beaucoup à reconstruire dans notre pays marqué par la crise, en particulier dans notre département fortement touchés par la casse de l'industrie. Pétroplus en est l'exemple le plus marquant, mais aussi GPN, la centrale thermique du Havre, l'EPR de Penly ... et une multitude de petites sociétés qui rencontrent de graves difficultés.

Les derniers renoncements du gouvernement sur l'interdiction des licenciements boursiers ou encore sur l'amnistie des salariés qui ont lutté pour sauver leurs emplois, cumulés à la casse du code du travail (ANI), à la stagnation des salaires, à la restriction d'argent public qui ne permet plus aux collectivités d'investir, tout cela pèse lourd dans les têtes de nos concitoyens qui n'en peuvent plus d'attendre que cela change.

En tant qu'élus locaux, nous voyons bien au quotidien, dans l'échange avec nos concitoyens, à quel point leurs conditions de vie se dégradent. François Hollande amorce l'an II de son quinquennat en niant toute politique d'austérité, mais l'austérité, c'est déjà une réalité partout dans notre département ! Demandons aux salariés de Pétroplus, aux agents de l'Hôpital public, aux travailleurs sociaux, aux petits retraités ou encore aux jeunes qui ne trouvent ni formation ni emploi. Regardons du côté du secteur associatif, en souffrance et en mal de financements publics. Voyons du côté des entreprises dont les carnets de commandes se réduisent comme peau de chagrin. Enfin notre collectivité elle-même souffre d'un manque à gagner de 800 millions d'euros dû par l'Etat, qui manquent cruellement pour développer de nouvelles politiques de solidarité, en direction des jeunes et des personnes âgées notamment. Nous continuons à demander son remboursement.

Avec les acteurs économiques, sociaux et associatifs, nous lançons la rédaction de cahiers de doléances en Seine-Maritime pour faire le point sur les conséquences des politiques de renoncement et mobiliser en faveur de solutions d'avenir.

Certes le Conseil Général, comme les autres collectivités, continue de remplir tant bien que mal ses missions. Aucun élu de la majorité actuelle ne souhaite voir l'échec du département. Mais son action est en net recul depuis plusieurs mois, ce qui signifie en clair le recul des services publics locaux ! Les agents du département eux-mêmes sonnent l'alarme de la dégradation de leurs conditions de travail. Baisse des dépenses et hausse des impôts, ce sont les seino-marins les moins fortunés qui paieront le plus la facture !

Et les annonces contenues dans le projet de décentralisation mis en débat le 30 mai au Sénat sont très inquiétantes pour l'avenir de notre collectivité. Ce projet pourtant appelé « **Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles** », n'a rien d'un projet progressiste. Il a pour but d'exploser et de restructurer les services publics avec l'objectif de réduire de 4,5 milliards les budgets des collectivités sur 3 ans.

Démocratisation et autonomie fiscale devraient être au cœur d'une bonne réforme de la décentralisation. Ce n'est pas le cas.

Avec la mise en place de « super-métropoles » qui vont aspirer à elle toutes les compétences, les communes sont sacrifiées et les départements se voient réduits à de simples guichets sociaux. C'est encore un éloignement supplémentaire des lieux de décision, un recul de démocratie.

Au contraire, la commune doit devenir encore plus le lieu de proximité, de la démocratie au plus près des citoyens, avec des projets de coopération intercommunale décidés en commun.

Une réforme au service de l'intérêt général doit s'accompagner d'une réforme fiscale d'envergure, qui va chercher l'argent là où il se trouve : du côté de la finance, pour donner les moyens aux collectivités de mener des politiques publiques à la hauteur des besoins.

Il n'est plus possible de décider des politiques menées en fonction des contraintes budgétaires. L'exercice atteint largement ses limites comme l'attestent les coupes franches dans les budgets des associations par exemple ou encore la récente décision d'augmenter les impôts dans notre département. La preuve en est aussi le manque de souffle du projet Seine-Maritime 2020 pour notre département. Imaginez ce que le Département aurait pu mettre en place si les 20 Mds d'euros d'exonérations fiscales accordés aux patrons leurs avaient été attribués !

Les conseillers généraux communistes appellent les citoyens, l'ensemble des élus locaux, les agents de la fonction publique territoriale qui sont particulièrement touchés, à se rassembler devant le Sénat le 30 mai, jour de l'ouverture de l'examen du projet de loi. Une régression sociale inouïe se profile si le Président Hollande ne change pas de cap de politique.

Dans les semaines à venir, nous appellerons les seino-marins à refuser la dégradation générale de leurs conditions de vie et de travail. L'austérité générale conduit à la récession à tous les étages.

Nous disons stop à la régression et à la paupérisation de tous les champs de la société.

Nous disons cap à gauche, cap sur un désarmement de la finance, cap sur la répartition des immenses richesses accumulées par quelques-uns, cap sur les investissements publics, sur la création d'emplois et sur l'augmentation des salaires. Sans cela, aucune relance économique et sociale ne peut être envisagée.

Au sein de la majorité, cette alerte, cet appel veulent contribuer à ce que le département de Seine-Maritime pèse de tout son poids et utilise tous les leviers à sa disposition pour remettre le cap à gauche. Ils veulent contribuer à ce que les citoyennes et les citoyens se rassemblent et ne se laissent pas déposséder des choix de 1^{ère} importance pour leur avenir et celui du pays.

Rouen, le 27 mai 2013